

Unité départementale des Vosges

Épinal, le 10/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAGRAM**

carrière de celles à saint Amé

Références : S-25-783RP

Code AIOT : 0006204143

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2025 de la carrière de celle à Saint-Amé (88120). L'inspection a été annoncée le 09/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel d'inspection.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAGRAM
- Les Béheux, la Fontaine des Loups 88120 Saint-Amé
- Code AIOT : 0006204143
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
- Carrière

La carrière de SAINT-AME est une carrière de granit autorisée par arrêté préfectoral n° 1061/2016 du 13 mai 2016. Une fois extrait, les matériaux sont acheminés sur le site de la carrière de POUXEUX en vue de leur traitement. Il n'y a pas d'installation de traitement sur le site.

Le référentiel réglementaire utilisé pour le contrôle est :

- l'arrêté préfectoral n° 1061/2016 du 13 mai 2016 autorisant la société Sagram à poursuivre et à étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de granit à Saint Amé ;

- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux explorations de carrière.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Production	Arrêté Préfectoral du 09/12/2004, article 2	Demande d'action corrective	6 mois
5	Garanties financières – évolution	Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 1.5.5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 2.3.7	Sans objet
3	Cote d'extraction	Arrêté Préfectoral du 13/05/2026, article 2.3.7	Sans objet
4	Garanties financières – acte	Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 1.5.2	Sans objet
6	Retombées de poussière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	Sans objet
7	Retombées de poussière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	Sans objet
8	Tir de mine – vibration	Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 7.3.2	Sans objet
9	Conformité du dossier	Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 1.3.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En 2024, la société SAGRAM n'a pas respecté la production maximale autorisée et a extrait 271 195 tonnes alors que l'arrêté préfectoral limite les extractions à 250 000 tonnes. La société SAGRAM a expliqué que ce dépassement de la production autorisée est exceptionnel et ne devrait pas se reproduire en 2025.

Le service de l'inspection reste vigilante sur ce point. En cas de dépassement de la production annuelle autorisée en 2025, le service de l'inspection proposera des suites administratives et/ou pénales à l'encontre de la société SAGRAM.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Production

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/12/2004, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Avancement des travaux
<b>Prescription contrôlée :</b> La production annuelle maximale est limitée à 250 000 tonnes
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a déclaré sur le site de télédéclaration annuelle des émissions polluantes (GEREP) une production annuelle pour 2024 de 271 195 tonnes.</p> <p>L'exploitant a précisé que cette production était exceptionnelle. Suite à des défauts d'approvisionnement du marché local de l'un de leur confrère, la société SAGRAM a produit plus pour répondre à ce besoin et ainsi dépasser le quota autorisé par l'arrêté préfectoral.</p> <p>La société SAGRAM a indiqué que le dépassement de la production annuelle autorisée est à relativiser au vu des années précédentes dont la production annuelle était à 180 000 tonnes.</p> <p>Ce dépassement reste limité (dépassement inférieur 10 % de la quantité maximale autorisée) et lié un caractère exceptionnel.</p> <p>Pour l'année 2025 et au vu de la production actuelle, la société SAGRAM ne dépassera pas la production annuelle autorisée.</p> <p>Compte tenu de ces éléments, le service de l'inspection propose de ne pas engager de suites administratives et/ou pénales dans l'immédiat. Néanmoins, le service de l'inspection portera une attention particulière à la production de 2025.</p> <p>En cas de dépassement de la production en 2025, le service de l'inspection proposera des suites administratives et/ou pénales.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Il est demandé à la SAGRAM de respecter la production annuelle pour 2025.</p> <p>Il est demandé à la société de transmettre à l'inspection la production annuelle de 2025 courant janvier 2026.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 2 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 2.3.7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Avancement des travaux
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière sera établi. Sur ce plan seront reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li><li>• les bords des fouilles ;</li><li>• les courbes de niveau et cotes d'altitude des points significatifs ;</li><li>• les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remises en état et remises en état ;</li><li>• l'emprise des infrastructure, des stocks de matériaux de découverte.</li></ul> <p>Les zones de stockage des déchets inertes et des terres non polluées provenant de l'activité d'extraction.</p> <p>La position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique ainsi que leur périmètre de protection.</p> <p>Ce plan sera établi pour la date de déclaration de début de travaux visée à l'article 4 et mis à jour au moins une fois par an. Le plan ainsi mis à jour sera transmis chaque année à l'inspecteur des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a transmis le plan le jour de l'inspection avec l'ensemble des éléments prescrits. La mise à jour du plan est datée du 13 mai 2025.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Cote d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2026, article 2.3.7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Avancement des travaux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation de la carrière doit satisfaire aux conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'extraction de matériaux est réalisée au moyen d'explosifs ;</li><li>• les gradins ont une hauteur unitaire maximale de 15 mètres ;</li><li>• aucune extraction ne doit être réalisée au-dessous du niveau + 420 m NGF.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'extraction des matériaux s'effectue sur les fronts supérieurs de la carrière. La côte d'extraction minimale de +420 mNGF est respectée. La hauteur des fronts est d'environ 10 m soit inférieure à la limite autorisée de 15 m.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Garanties financières – acte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 1.5.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> Le montant de l'acte de cautionnement est fixé à 399 520 € (TP01(base 10) d'octobre 2015 = 101,7 pour la phase 2
<b>Constats :</b> L'acte de cautionne transmis par l'exploitant est valable du 13 mai 2021 au 12 mai 2026 pour un montant de 399 520 €.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Garanties financières – évolution

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 1.5.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières sur une période au plus égale à 5 ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieur à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les 6 mois qui suivent ces variations.
<b>Constats :</b> L'acte de cautionnement de 2021 a été établi selon l'indice TP01 de décembre 2020 (paru le 20 mars 2021) soit de 101,7. A ce jour, le dernier indice TP01 paru est celui d'avril 2025 (paru le 15 juin 2025) et est égal à 131,4. L'indice TP01 a donc évolué de 29 % entre décembre 2020 et avril 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de transmettre un acte de cautionnement actualisé en fonction du dernier indice TP01 paru sous un délai de 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 6 : Retombées de poussière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejet atmosphérique
<b>Prescription contrôlée :</b> Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.
<b>Constats :</b> L'exploitant réalise 3 mesures par an puisque la carrière est à l'arrêt en période hivernale. D'une manière générale, les mesures durent plus de 30 jours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 7 : Retombées de poussière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejet atmosphérique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'objectif à atteindre est de 500 mg/m <sup>2</sup> /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.
<b>Constats :</b> D'après le bilan des retombées de poussières de 2024, les mesures des retombées de poussières en limite de la carrière est au maximum de 220 mg/m <sup>2</sup> /jour soit bien inférieur à la valeur limite de 500 mg/m <sup>2</sup> /jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 8 : Tir de mine – vibration

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, tir de mine
<b>Prescription contrôlée :</b> Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions (immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.  ... L'exploitant avertit, selon les modalités définies avec les parties intéressées, au moins 24 heures à l'avance, du jour et de l'heure de chaque tir de mines. Chaque tir fait l'objet de mesures de vibrations au niveau de la maison MATTHIEU (11 chemin de l'étang à Saint Amé) et de la maison CHANTERANNE (62 route de Celles à Saint AME).  ... Après chaque tir de mine, les résultats des mesures des vibrations sont transmis en Mairie de Saint AME et à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Avant chaque tir, l'exploitant informe la DREAL - UD88 et la commune de la programmation d'un tir. Cet avertissement est transmis au minimum 24h avant le tir. Chaque tir fait l'objet d'un contrôle des vibrations au droit des habitations définies dans l'arrêté préfectoral. Les résultats de mesures des vibrations pour 2024 et 2025 sont inférieurs à 3,5 mm.-1 avec un maximum pour le tir du 05 mai 2025 avec une vitesse de vibration transversale de 3,09 mm.-1
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 9 : Conformité du dossier

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 1.3.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Conformité du dossier
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.
<b>Constats :</b>  L'exploitation de la carrière est conforme aux dossiers de demande d'autorisation et ses annexes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite